

Je crains que le gouvernement ne cherche à rendre le bill C-48 inattaquable en le présentant sous l'angle de la canadienisation et qu'il ne jette de la poudre aux yeux des Canadiens en leur faisant croire qu'il agit dans l'intérêt national et que rien n'est plus normal qu'une disposition rétroactive comme l'article 28. Ce ne l'est pas; c'est du banditisme à la Jesse James, monsieur l'Orateur.

Nous n'assurerons jamais l'essor de notre secteur pétrolier si nous imposons des pénalités à ceux qui investissent du capital-risque et qui ont droit à un juste rendement de leurs capitaux. Un gouvernement doit prendre l'initiative et non prendre sa part du gâteau après coup. Beaucoup de petites entreprises pétrolières du Canada vont souffrir de cette loi, en particulier de l'article 28.

Le problème au Canada n'est pas la propriété ou la mainmise étrangère; ce n'est pas non plus la fuite de capitaux, sous forme de dividendes, d'intérêts et de gains; et ce n'est pas le fait que l'Ouest s'enrichisse aux dépens de l'Est. Notre problème n'a pas changé depuis 1973: c'est le fait que nos réserves de pétrole traditionnel s'épuisent. Il y a en effet un épuisement progressif du pétrole brut extrait par les méthodes traditionnelles, surtout en Alberta, qui produit 85 p. 100 de tout le pétrole canadien.

Mais que faisons-nous, face à cet épuisement, pour mettre en valeur des sources de remplacement? Quelles mesures prenons-nous pour assurer les progrès technologiques et pour attirer le capital-risque dont nous avons si grandement besoin pour exploiter nos sables bitumineux? Quelles mesures positives le gouvernement envisage-t-il pour atténuer les pénuries qui sont inévitables, étant donné que nous dépendons toujours du pétrole importé de l'OPEP?

Le gouvernement se tourne vers les terres du Canada, vers le bill C-48 et la canadienisation, vers la mer de Beaufort. Il s'agit certes de solutions valables, mais sur lesquelles, à mon avis, nous comptons trop. Donneront-elles toutes des résultats à temps?

Le bill C-48 vise à réglementer les droits relatifs au pétrole et au gaz sur les terres du Canada et à modifier la loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz. Il porte aussi sur la canadienisation, et la motion n° 23 traite de ce mécanisme de rétroparticipation auquel je viens de faire allusion.

La canadienisation est un objectif souhaitable. Je suis convaincu qu'aucun des 282 députés que nous sommes à la Chambre ne s'oppose à la canadienisation. Mais ce que le gouvernement actuel propose, ce n'est pas de la canadienisation comme je la conçois. Le gouvernement n'est pas un partisan du régime de la libre entreprise comme nous le concevons. Il ne cesse de glisser sur la pente du socialisme, et le bill à l'étude en témoigne; en fait, il constitue vraiment un premier pas dans la voie de la nationalisation pure et simple.

Depuis que je siége à la Chambre, j'ai pu comprendre ce qui se passe dans notre beau grand pays: un virage sournois, lent et constant vers la gauche... On observe une mesure de plus en plus grande de contrôle gouvernemental unilatéral. On en est arrivé là avec le recours accru au règlement de clôture pour brimer la liberté de parole, avec le recours à la loi sur les langues officielles à des fins purement politiques, avec le recours accru aux décrets du conseil pour passer outre aux enquêtes publiques comme dans le cas de VIA Rail, et aux

décisions ministérielles unilatérales comme dans le cas du projet de déversement de terre radioactive sur une base militaire.

**Une voix:** Qui a écrit votre discours?

**M. Stewart:** C'est moi, et il est mieux tourné que si vous en étiez l'auteur.

A mon sens, canadieniser l'industrie pétrolière, ce n'est pas l'étatiser. Laissez-moi vous citer un passage tiré du *Globe and Mail* du lundi 16 mars 1981. Je cite:

Les affaires deviennent progressivement étatisées, peu importe que ce soit désagréable aux entreprises privées...

Il s'agit de bons entrepreneurs canadiens du secteur privé.

... qui œuvrent dans le secteur pétrolier. Les objectifs publics plutôt que privés sont devenus fondamentaux pour les compagnies qui évoluent sur la scène.

Et l'article de poursuivre:

Le Programme énergétique national d'octobre dernier montre jusqu'où le gouvernement fédéral est prêt à aller avec ses politiques. Aucun secteur important de l'activité industrielle n'échappe à son influence... l'ingérence fédérale dans l'industrie s'institutionnalise et se bureaucratise rapidement et progressivement à mesure que le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources étend son empire par la mise en œuvre des objectifs proposés par le PEN.

J'ajouterais qu'il s'agit là d'objectifs socialistes. Enfin, on peut lire dans ce même article:

On peut se demander comment l'industrie va évoluer à long terme. On doit surtout s'interroger sur le sort de l'entrepreneur qui dispose d'une petite entreprise, d'un capital limité et d'un optimisme débordant. Le gigantisme gouvernemental s'accommode mieux aux grosses entreprises; les bureaucrates fédéraux préfèrent avoir affaire aux géants de l'industrie qui connaissent bien le système plutôt qu'au menu fretin qui ne sait pas trouver son chemin dans les corridors du pouvoir.

L'important c'est que les Canadiens soient propriétaires de leurs ressources et il ne faut pas confondre avec la nationalisation. C'est pourquoi nous préconisons de donner des actions de Petro-Canada à tous les Canadiens pour que chacun d'eux en soit propriétaire plutôt que l'État.

Si certaines entreprises canadiennes abusent de la situation, le gouvernement n'a qu'à les contenir par des mesures fiscales ou des stimulants, mais pas en les nationalisant. S'il désire canadieniser l'industrie pétrolière, il peut facilement le faire en se servant de la carotte plutôt que du bâton. Il peut facilement y parvenir grâce au régime fiscal en incitant les Canadiens à acheter des actions dans les sociétés de forage et de prospection, grâce à des concessions fiscales sur les gains en capital et les bénéfices.

Le bill C-48 doit, en principe, nous amener à l'autonomie pétrolière mais, évidemment, il n'en fera rien. D'après les statistiques, des centaines de tours de forage ont quitté le pays. Des millions de dollars d'investissements étrangers ont été annulés et il y a actuellement une fuite de capitaux. Les projets d'exploitation des sables bitumineux ont été remis à plus tard. A mon avis, cela sent l'idiotie et non pas l'autonomie.

Le gouvernement n'a trouvé d'autre solution que d'acheter Petrofina. Il a acheté une chaîne de stations-service qu'il a payée deux fois son prix, \$120 l'action au lieu de \$60. Je n'ai pas inventé ces chiffres; ils ont été donnés par le président de Petrofina qui a été sidéré de voir le gouvernement payer sa société le double de ce qu'elle valait.

Cet achat va-t-il nous procurer plus de barils de pétrole ou permettre de plus nombreuses découvertes de gisements? Jamais de la vie, monsieur l'Orateur. Nous avons donné à Petrofina 1.5 milliard de dollars, et ces capitaux sont sortis du